

Royaume du Maroc



Ministère de l'Éducation Nationale,
de la Formation Professionnelle,
de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche Scientifique



BILAN D'ACTIVITÉ DU MINISTÈRE

VOLUME.4

Mesures liées à la mise en oeuvre
des dispositions de la loi-cadre n°51-17

2017 2021
Septembre
2021

ظهير شريف رقم 1.19.113 صادر في 7 ذي الحجة 1440
(9 أغسطس 2019) بتنفيذ القانون - الإطار رقم 51.17
المتعلق بمنظومة التربية والتكوين والبحث العلمي.

الحمد لله وحده،
الطابع الشريف - بدأه :
(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وابه)
يعلم من ظهيري الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

ظهير شريف رقم 1.19.113 صادر في 7 ذي الحجة 1440
(9 أغسطس 2019) بتنفيذ القانون - الإطار رقم 51.17
المتعلق بمنظومة التربية والتكوين والبحث العلمي.

والبحث العلمي، كما وافق عليه مجلس النواب ومجلس المستشارين
وحرر بتطوان في 7 ذي الحجة 1440 (9 أغسطس 2019)،
وقعه بالملك :
رئيس الحكومة،
محمد الدين العثماني.

42...
رسمية، عقب
51.17 المتعلق بهذا
واقف عليه مجلس النواب ومجلس المستشارين.
حرر بتطوان في 7 ذي الحجة 1440 (9 أغسطس 2019).
وقعه بالملك :
رئيس الحكومة،
محمد الدين العثماني.

قانون - إطار رقم 51.17
يتعلق بمنظومة التربية والتكوين والبحث العلمي
ديباجة

اتخاذات دستور المملكة وإلى الاتفاقيات الدولية
المملكة المغربية أو انضمت



1

Un volet législatif et réglementaire qui exige une profonde révision

Adoption de la loi-cadre n° 51-17 relative au système d'éducation, de formation et de recherche scientifique et publication au bulletin officiel n° 6805 du 19 août 2019



A- Feuille de route de la mise en œuvre des dispositions de la loi-cadre n°51-17 :

► **Création de la Commission Nationale pour Suivi et l'Accompagnement de la Réforme du Système d'Éducation, de Formation et de Recherche Scientifique**

Fixation de sa composition, son organisation et les modalités de son fonctionnement par décret n° 2.19.795 du 08 octobre 2019, publié au bulletin officiel n°6829 du 11 novembre 2019, et modifié par le décret n° 2.19.1107 du 11 février 2020, publié au bulletin officiel n° 6862 du 5 mars 2020.

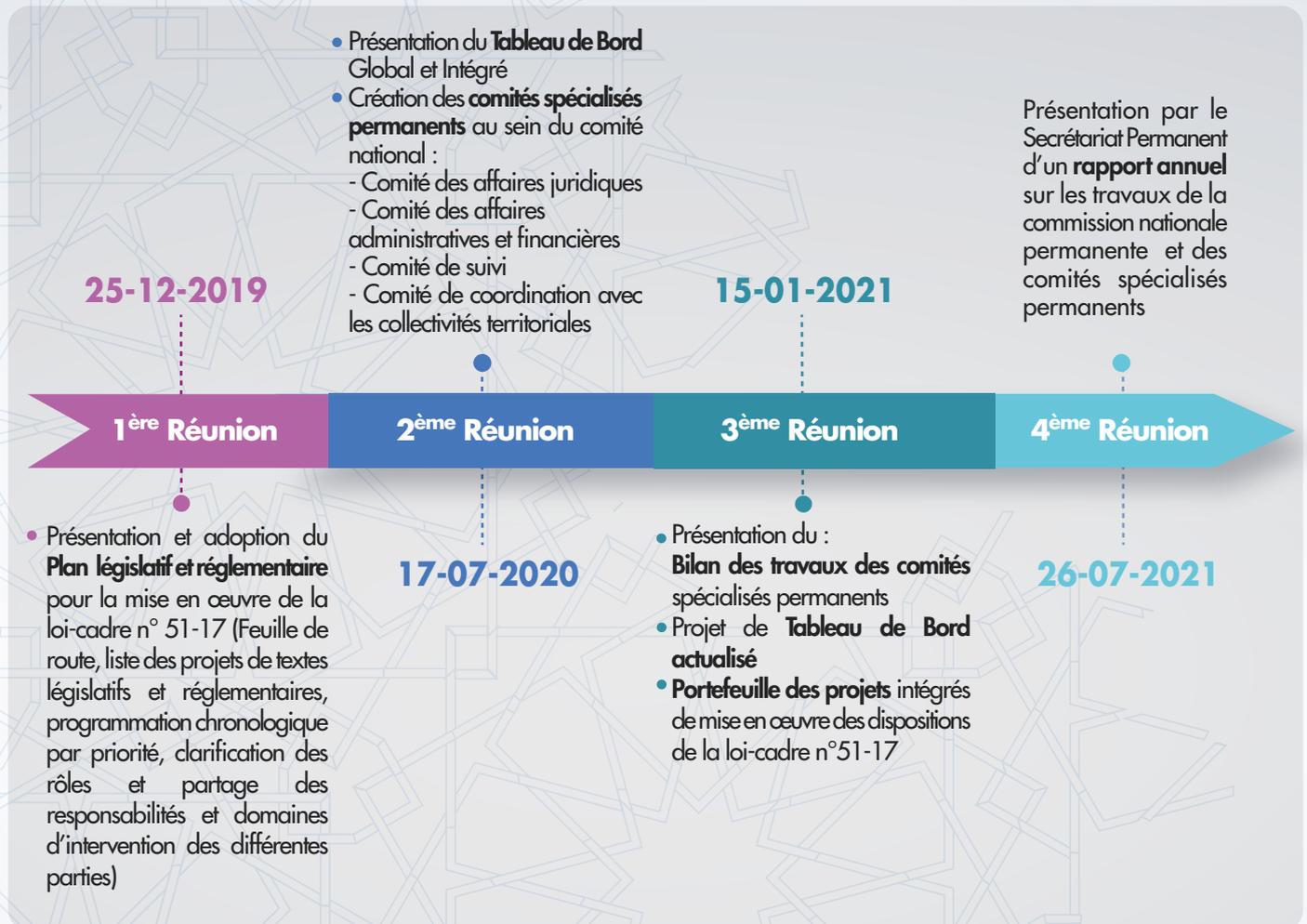
→ **Le Secrétariat Permanent de la Commission Nationale** est assuré par le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique



Création et mise en place de 3 comités thématiques départementaux par arrêtés ministériels (janvier et février 2021)



► Réunions du Comité National sous la Présidence du Chef du Gouvernement



46 Réunions tenues par les différents Comités Permanents créés au sein de la Commission Nationale

Comité National	Coordinateurs des Comités Spécialisés Permanents	Comités Spécialisés Permanents	Secrétariat Permanent du Comité National
4	2	26	14

► **Elaboration d'un plan législatif et réglementaire pour la mise en œuvre de la loi-cadre n° 51-17**

Projets de lois	Projets de décrets	Projets d'arrêtés	Projets de documents référentiels	Total (3 départements)
8	37	12	24	81
5	12	2	2	

1^{er} Lot de **21** projets programmé au cours de la 1^{ère} année 2020



Dont textes transversaux aux 3 Départements



Projet de loi concernant la Fondation Mohammed VI de promotion des œuvres sociales de l'éducation-formation

Mot du Ministre

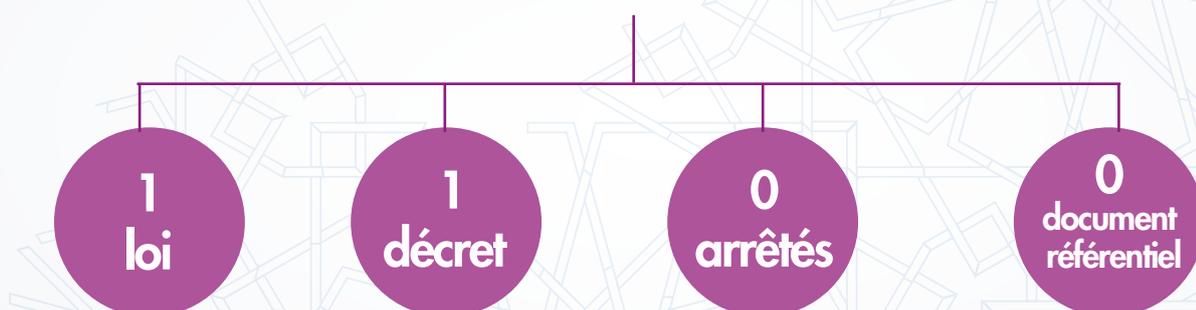
« Il faut savoir tout d'abord que notre pays, jusqu'à aujourd'hui, ne disposait pas de loi cadre régissant le système éducatif. La loi-cadre n° 51.17 constitue donc la première loi-cadre qui sera adoptée dans l'histoire de la législation marocaine dans le domaine de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique. Ce n'est pas là une énième réforme, comme se plaisent à le prétendre certains, mais bien une inscription dans le cadre législatif marocain des principes qui présideront désormais au fonctionnement et à la gouvernance de notre système éducatif, afin que justement ces derniers soient institutionnalisés, donc pérennes, et ne soient plus soumis aux aléas des changements du paysage politique de notre pays. C'est là une avancée majeure pour notre pays. »

Entretien pour le magazine « L'Orientateur du Bachelier »
Février 2020

1^{er} lot relatif au Département de l'Éducation Nationale



1^{er} lot relatif au Département de la Formation Professionnelle



1^{er} lot relatif au Département de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique



B- Etat d'avancement du processus de mise en œuvre du

Textes approuvés par les parties prenantes

- Modèle de **règlement intérieur** des établissements d'éducation et d'enseignement public comprenant « **la charte de l'élève** » (Article 26)
 - Approbation par les CA des AREFs
 - Décision Ministérielle n° 47.20 en date du 31 décembre 2020
- Signature d'une **Convention Cadre** de partenariat et de coopération entre le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et le Ministère de la **Solidarité, du Développement Social, de l'Égalité et de la Famille** et le Ministère de la **Santé, portant sur la promotion de l'éducation inclusive des personnes en situation de handicap**, le 3 décembre 2020 (Article 25)
- **Décision Ministérielle** n° 083.21 du 30 Août 2021 relative à l'approbation de la **charte régissant la relation entre les associations des parents et tuteurs d'élèves et les établissements scolaires** (Article 20)

Textes en cours d'étude et de rédaction

- **Projet d'arrêté** n° 1839.20 fixant le modèle de **statut des associations des parents et tuteurs d'élèves** (Article 20)
- **Projets de décrets** fixant les **statuts particuliers des Enseignants-Chercheurs** (Article 37)
- **Projets de guides référentiels des emplois et des compétences** relatifs aux cadres éducatifs, administratifs et techniques exerçant au Département de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (Article 37)

Textes approuvés par le Conseil du Gouvernement

- **Projet de décret** n°2.20.468 relatif à la création du **conseil national de la recherche scientifique** (Article 16)
- **Projet de décret** n°2.20.473 fixant les modalités de composition de la **commission permanente chargée du renouvellement et de l'adaptation continus des curricula et programmes** et des groupes de travail spécialisés créés auprès de ladite commission (Articles 28 et 29)

Textes prêts à être programmés au Conseil du Gouvernement

- **Projet de décret** n°2.20.471 relatif à l'**orientation scolaire, professionnelle et universitaire** (Articles 18 et 34)
- **Projet de loi** modifiant et complétant la loi n° 07.00 créant les académies régionales d'éducation et de formation (AREF) (Articles 40 et 41)
- **Projet de décret** n°2.21.281 fixant les **conditions et le taux de contribution des établissements d'éducation, d'enseignement et de formation relevant du secteur privé** dans l'offre de gratuité des services dédiée aux enfants des familles en situation d'indigence, des personnes en situation de handicap et des personnes se trouvant en situation particulière (Article 13)

Textes soumis pour avis au Conseil de la Concurrence

Projet de décret relatif aux **critères** de fixation et de révision des frais d'inscription, d'études, d'assurance et des services rendus par les établissements d'éducation, d'enseignement et de formation relevant du **secteur privé** (Article 14)

Septembre
2021

1^{er} lot du plan législatif et réglementaire

Texte à examiner par le Comité des affaires juridiques

- **Projet de décret** modifiant et complétant le décret n°2.00.1016 du 29 juin 2001, d'application de la loi n° 07.00 créant les académies régionales d'éducation et de formation (AREF) (Articles 40 et 41)

Sera présenté dès l'adoption de la loi rectificative de la loi n° 07.00

Textes soumis au Secrétariat Général du Gouvernement

- **Projet de loi** relative à l'organisation de l'enseignement scolaire (Article 17)
(consolidation et actualisation des lois n° 04.00 – Obligation de l'enseignement fondamental, n° 05.00 – Enseignement Préscolaire et n° 06.00 – Enseignement scolaire privé)
- **Projet de loi** relative à la formation professionnelle (Article 17)
(consolidation et actualisation des lois n° 36.96 - Formation Alternée; n°12.00 - Formation par Apprentissage et n° 13.00 - Formation Professionnelle Privée)
- **Projet de loi** relative à l'organisation de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (Article 17)
Soumis au visa du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration et à une large consultation
- **Projet de décret** fixant les applications de l'ingénierie linguistique à l'enseignement scolaire, la formation professionnelle et l'enseignement supérieur et la recherche scientifique (Article 31)
- **Projet de décret** fixant les attributions et l'organisation des services déconcentrés de la formation professionnelle (Article 40)

Visa des Ministères:

- de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration,
- des Habous et des Affaires Islamiques
- de l'Industrie, du Commerce, de l'Economie Verte et Numérique
- de la Culture, de la Jeunesse et des Sports

Avis du Conseil Supérieur
de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique

Textes Publiés au BO

Décret n°2.19.795 du 08 octobre 2019 fixant la composition de la **Commission Nationale pour le Suivi et l'Accompagnement de la Réforme** du système d'éducation, de formation et de recherche scientifique, son organisation, ses attributions et les modalités de son fonctionnement (Article 57)

Décret n° 2.19.1107 du 11 février 2020 modifiant le Décret n°2.19.795 du 08 octobre 2019 portant création de la **Commission Nationale** pour le suivi et l'accompagnement de la réforme du système d'éducation, de formation et de recherche scientifique, sa composition, son organisation, ses attributions et les modalités de son fonctionnement (Article 57)

Création d'un Fonds spécifique nommé «**Fonds spécial** pour la promotion du système d'éducation et de formation et l'amélioration de sa qualité» (Article 47)

Décret n° 2.20.467 du 15 décembre 2020 modifiant et complétant le Décret n°2.98.183 du 03 décembre 1999 fixant les attributions et les modalités de composition et de gestion de la **Commission Nationale Marocaine pour l'Éducation, les Sciences et la Culture**

Loi n° 79.19 modifiant et complétant la loi n° 73.00, portant création et organisation de la **Fondation Mohammed VI de promotion des œuvres sociales de l'éducation-formation** (Article 20)

Décret n°2.20.475 fixant les règles de fonctionnement, les rôles et les missions des **associations des parents et tuteurs d'élèves** dans leurs relations avec les établissements d'éducation et de formation (Article 20)

Décret n°2.20.472 relatif aux **cours de soutien pédagogique** (Article 20)

Décret n°2.20.474 relatif à l'**enseignement et la formation à distance** (Article 33)

Loi n° 01-21 relatif à l'affiliation des cadres des AREFs au Régime des Pensions Civiles

Textes soumis à la Présidence du Gouvernement

Projet de cadre contractuel stratégique intégré entre le gouvernement et les représentants des établissements de formation et d'enseignement relevant du secteur privé

Programme prévisionnel à court terme

Département de l'Éducation Nationale : 10 Projets en cours d'étude

- ▶ Projets de textes d'application des dispositions de la Loi-cadre n° 51-17
- ▶ Projets de textes d'application des projets de loi en cours d'adoption

▶ Projets de décrets

- Création et organisation des **établissements d'épanouissement** d'éducation et de formation
- Conditions et modalités de **création des établissements d'enseignement scolaire public**, ainsi que les mécanismes d'encadrement et de gestion éducative, administrative, financière et matérielle de ces établissements
- Restructuration du **centre d'orientation et de planification éducative**
- Conditions et modalités d'inscription des enfants à l'**enseignement scolaire obligatoire** et contrôle de leur assiduité, et composition, organisation et modalités de fonctionnement de la commission provinciale de supervision de l'opération d'inscription des enfants à l'enseignement scolaire obligatoire
- Application de quelques dispositions de la loi de l'enseignement scolaire relatives à l'**enseignement scolaire privé**
- Modalités d'élaboration du **projet d'établissement**: composantes, moyens de financement et procédure d'approbation, de suivi d'exécution et d'évaluation
- Application de quelques **dispositions** de la loi relative à l'enseignement scolaire, **en relation avec l'enseignement scolaire privé**
- Modification et complément du décret n° 2.00.1016 du 29 juin 2021 relatif à l'**application de la loi n° 07.00**

▶ **Projet de modèle de règlement**

Règlement intérieur des conseils d'administration des Académies Régionales d'Éducation et de Formation (AREFs)

▶ **Projet de modèle de statut**

Statut des associations des parents et tuteurs d'élèves

Département de la Formation Professionnelle : 25 Projets en cours d'étude

- ▶ Projets de textes d'application des dispositions de la Loi-cadre n° 51-17
- ▶ Projets de textes d'application du projet de loi en cours d'adoption

▶ Projets de décrets

- **Organisation des cycles de formation professionnelle** et définition des conditions d'accès à ces cycles, des modes et durées de formation et des diplômes et certificats de fin de formation
- **Création des parcours professionnels**, leur mode d'organisation, leurs filières, durées de formation et certificats de fin de formation
- Conditions et modalité d'**organisation de la formation qualifiante**
- **Création des réseaux d'établissements de formation professionnelle**
- Modalités de **création des établissements de formation professionnelle du secteur public**
- Composantes du «**projet d'établissement**», modes de son financement, procédure de son approbation et mécanismes de sa mise en œuvre, de son suivi et de son évaluation
- Modalités de **répartition de la durée globale de formation** entre l'entreprise ou l'espace de formation et l'établissement de formation professionnelle selon les cycles de formation
- **Statuts types des structures administratives** chargées de la gestion des établissements de formation professionnelle, de leurs missions et des modalités de leur fonctionnement
- **Conditions et procédures d'organisation de la formation pédagogique** au profit des cadres relevant du corps de formation et du corps de personnel administratif dans les établissements de formation professionnelle
- **Statuts particuliers du corps de formateurs** exerçant dans les établissements de formation professionnelle du secteur public
- **Statuts particuliers du corps de personnel administratif** exerçant dans les établissements de formation professionnelle du secteur public
- Modalités de **soumission des établissements de la formation professionnelle privée au contrôle pédagogique et administratif** de l'administration ainsi que les sanctions administratives à leur rencontre

► Projets de décrets-suite

- Approbation de **Cahier de charges** fixant les conditions et les procédures **d'attribution des autorisations d'ouverture** des établissements de formation professionnelle privée
- **Composition des commissions régionales de coordination de la formation professionnelle privée** et modalités de nomination de leurs membres et de leur fonctionnement
- Composition et modalités de fonctionnement du **Conseil National pour la Coordination de la Formation Professionnelle et de la Commission Permanente de Concertation** ainsi que les modalités de nomination des représentants des organisations professionnelles et syndicales
- **Création des commissions sectorielles de la formation professionnelle**, leur composition et les modalités de leur fonctionnement
- Procédure d'**octroi de la contribution aux frais de formation des stagiaires inscrits dans les établissements de la formation professionnelle privée**
- **Création de l'observatoire pour l'adéquation entre les nouveaux métiers et formations et les besoins du marché du travail**
- Modalités de **mise en place d'un système d'excellence**
- **Règlement intérieur type** des établissements de formation professionnelle du secteur public
- **Charte du stagiaire** fixant ses droits et obligations
- Procédure et mécanismes d'**approbation des programmes de formation**
- Conditions et modalités du **système de passerelles**
- Conditions et modalités de **mobilité des apprenants** dans les parcours d'enseignement, de formation et professionnels
- **Durée d'accréditation des filières de formation** des établissements de formation professionnelle privée et conditions de son octroi et de son retrait

Département de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique : 21 Projets en cours d'étude

- ▶ Projets de textes d'application des dispositions de la Loi-cadre n° 51-17
- ▶ Projets de textes d'application du projet de loi en cours d'adoption

▶ Projets de décrets

- **Approbation de conventions de création des établissements de l'enseignement supérieur dans le cadre de partenariat** entre deux personnes morales ou plus de droit public ou entre des personnes de droit public et de droit privé
- **Cahier de charges type relatif aux certificats de la formation continue**
- **Liste, conditions et modalités d'octroi de diplômes nationaux délivrés par les universités publiques relevant d'un pôle** de formations initiale et spécialisée offertes de manière commune par les établissements de chaque pôle universitaire
- **Approbation de l'administration des prises de participation et les créations de sociétés par les universités**
- **Modalités de désignation des membres du Conseil d'Administration de l'Université**
- **Critères et modalités pour l'examen des dossiers de candidature** ainsi que les modalités de composition de la commission chargée de l'examen des candidatures au poste de **Président d'Université**
- **Composition et fonctionnement de la Commission Scientifique** ainsi que les modalités de désignation de ses membres
- **Composition du Conseil de Gestion d'un établissement universitaire** et modalités de nomination de ses membres et leur élection
- Conditions et procédures de **dépôt des dossiers de candidature au poste de Chef d'établissement universitaire**, des critères nécessaires pour postuler à ce poste, modalités d'examen des candidatures et proclamation des résultats ainsi que la composition des commissions chargées de l'examen de ces candidatures
- Conditions et modalités de **dépôt du dossier de demande d'autorisation d'ouverture, d'exploitation et de gestion des établissements de l'enseignement supérieur relevant du secteur privé**
- Mesures nécessaires pour garantir la **continuité des services offerts par un établissement privé d'enseignement supérieur et pour assurer aux étudiants la poursuite de leurs études** en cas de forces majeures induisant à un arrêt de fonctionnement de l'établissement ou pour des circonstances exceptionnelles justifiant l'état de fermeture

► Projets de décrets-suite

- **Statut type particulier régissant les Fondations à but non lucratif** qui créent des établissements d'enseignement supérieur
- Conditions et **normes pédagogiques relatives à la présentation des modes d'enseignement et de formations** initiale et spécialisée sous forme de cycles, filières et modules et à la **préparation et la délivrance de diplômes nationaux** correspondant à chaque cycle
- Conditions et **modalités d'octroi d'accréditation** par mode de formation, par cycle et par filière d'enseignement et de formations initiale et spécialisée offertes par les établissements d'enseignement supérieur
- **Modalités de comptabilisation des crédits** pour chaque cycle d'études
- **Statuts particuliers des enseignants-chercheurs**
- Composition et modalités de fonctionnement de la **Commission Nationale des Universités**
- Composition du **Commission Nationale de coordination de l'Enseignement Supérieur** et modalités de son fonctionnement ainsi que ses sous-commissions, leurs missions et la procédure de désignation de ses membres et modalités de leur fonctionnement
- **Modalités d'élection des membres des organes consultatifs** des enseignants chercheurs, des fonctionnaires administratifs et techniques et des étudiants ainsi que les modalités de leur fonctionnement
- Missions de la **Commission Ministérielle** créée à l'échelle du Département de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, son organisation et les modalités de son fonctionnement
- Conditions de **désignation des fonctionnaires Officiers de Police Judiciaire** pour constater les infractions aux dispositions de loi relative à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche Scientifique

La Presse en parle



2

Plan exécutif : Système de pilotage, de suivi et d'évaluation

La pertinence et l'évaluation des résultats constituent les principes fondateurs de la gouvernance du projet de mise en œuvre des dispositions de la loi-cadre :

➔ **Institutionnalisation de la contractualisation Ministère-AREFs, Ministère-Universités et Ministère-Etablissements publics de tutelle** (ONOUSC/CNRST/ANEAQ/ANPMA) en application de la loi-cadre n° 51-17: cérémonie de signature des Contrats de Performance le 28 juillet 2021

➔ **Un système rigoureux de pilotage**



➔ **Une mise en adéquation avec le Nouveau Modèle de Développement (NMD)**

25 mai 2021

Présentation par la Commission spéciale sur le modèle de développement de son rapport général devant Sa Majesté le Roi Mohammed VI

27 mai 2021

Création, par décision ministérielle, d'un Comité central de mise en adéquation du portefeuille des projets de la loi-cadre n°51-17 avec les exigences du NMD

1 juin 2021

Première réunion institutionnelle pour adapter les orientations de la loi-cadre n° 51-17 avec les choix stratégiques proposés dans le cadre du NMD en matière d'enseignement scolaire, de formation professionnelle, d'enseignement supérieur et de recherche scientifique

3

Une stratégie de communication et de mobilisation offensive pour accompagner la réforme éducative



- ▶ Elaboration par le Département de l'Éducation Nationale et mise en place de la « **Stratégie nationale de communication et de mobilisation autour de l'école marocaine** » pour l'accompagnement de la mise en œuvre des dispositions de la loi cadre n° 51-17 relative au système d'éducation, de formation et de recherche scientifique, fixant les rôles de tous les acteurs aussi bien sur le plan central que régional et provincial



- ▶ Elaboration d'un **plan de communication unifié et intégré** transversal entre les 3 départements du Ministère pour accompagner le déploiement de la loi cadre n° 51-17 :
 - Communication sur les travaux de la Commission Nationale Permanente et de ses comités (Secrétariat Permanent, Comités spécialisés permanents)
 - Communication interne aux échelles centrale et régionale
 - Communication externe (accompagnement des volets réglementaire et stratégique)



- ▶ **Campagne de mobilisation nationale** de tous les acteurs concernés par le système d'éducation, de formation et de recherche scientifique : Organisation de **12 rencontres régionales de coordination** du 20 février au 29 mars 2021 autour de la mise en œuvre de la loi-cadre n° 51-17
 - ➔ **Signature de conventions cadres et accords spécifiques** entre le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et le Conseil des Régions, les Collectivités Territoriales, ainsi que d'autres organisations et établissements publics et privés

- ▶ Mise en place de **réseaux de communication** internes au sein des 3 départements et entre les représentants de l'OFPPPT, des Ministères formateurs et les délégués de la FP

- ▶ Elaboration de **conventions-cadres, et une circulaire commune** entre le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et divers **partenaires institutionnels** (7 conventions signées, 5 soumises à la signature et 3 en cours de finalisation)

